



# COOPERATIVE DES SAVOIRS

16 JANVIER 2015

CYCLE :

## L'ÉCONOMIE, C'EST NOUS !

Episode 4 : LIBRE-ECHANGE OU PROTECTIONNISME

Bernard POIX-SESTER

À Bernard MARIS, économiste et journaliste lâchement assassiné dans les locaux de Charlie Hebdo

Pour son combat inlassable contre la « pensée unique » et ses efforts incessants pour ramener l'économisme et ses apôtres à leur vraie place, c'est à dire bien après l'humanisme.

Il aura croisé d'autres fanatismes plus violents encore que celui du néo-libéralisme économique qu'il dénonçait.

Son goût manifeste pour rendre l'économie accessible en fait un allié d'esprit et de cœur.

Soyons attentifs et opiniâtres à poursuivre sa trace.



**Note** : ce document reprend les principaux points abordés durant les rencontres pour alléger la prise de notes des participants. Il ne constitue pas un "manuel", aussi des orientations de lectures seront données à la fin du cycle et classées par thèmes.

**Contact** : Coopérative des savoirs - 14 rue du Villars – BP 28 – 58140 LORMES

Tél. : 03 86 20 08 57 / 06 48 67 07 15 - Mail : [coopdessavoirs@nivernaismorvan.net](mailto:coopdessavoirs@nivernaismorvan.net) –

[www.cooperativedessavoirs.org](http://www.cooperativedessavoirs.org)

[www.facebook.com/coopdessavoirs](https://www.facebook.com/coopdessavoirs)

## LES ANALYSES DU COMMERCE INTERNATIONAL : les grandes étapes

**Les mercantilistes** (XVI<sup>ème</sup> & XVII<sup>ème</sup> siècle) postulent d'abord la solidarité intra-nationale entre les différentes activités agricoles, commerciales et industrielles à l'intérieur des frontières qui forment un tout dont la cohérence doit être renforcée par l'action publique, justifiant l'activisme étatique dans les affaires économiques et en particulier en matière de commerce international. Mais, parallèlement, ils postulent l'antagonisme international : les nations sont rivales en matière de commerce international : « *nul ne gagne que d'autres ne perdent* » (Antoine de Montchrestien). Le but est d'obtenir et d'accroître un excédent commercial pourvoyeur de suppléments de richesses matérielles et financières, ce qui impliquait de réduire les importations (notamment par le développement de structures nationales de production - *manufactures* - déléguées ensuite au secteur privé) et d'accroître les exportations (d'où le colbertisme en France). Une politique protectionniste et une intervention de l'Etat sont nécessaires.

**La pensée classique** (XVII<sup>ème</sup> siècle) conteste vivement la possibilité pour une nation de maintenir un excédent permanent. Pour Adam Smith le commerce international est un jeu où tout le monde gagne grâce à la spécialisation et à la division du travail. L'ouverture des marchés permet d'élever le niveau général de la productivité des pays qui s'y engagent, autorisant ainsi un enrichissement général. Il suffit pour cela que chaque pays dispose d'un avantage absolu face à une demande non satisfaite (ressources abondantes de matières premières, technologie de pointe, par exemple) dans au moins une production, ce qui exclut bien sûr tous ceux qui manquent de ressources ou subissent un "retard" de développement... D'où ce conseil : « *La proposition de toute nouvelle loi ou règlement du commerce qui part de l'ordre des marchands doit toujours être écoutée avec beaucoup de précaution ... Elle vient d'un ordre d'hommes dont l'intérêt n'est jamais exactement le même que celui du public, et qui, dans bien des occasions n'a pas manqué de le tromper et de l'opprimer* » (Recherche sur la nature et les causes de la richesse des Nations – Adam Smith, 1776, auteur considéré comme l'un des fondateurs de la théorie libérale... !

**La loi des coûts comparatifs** (Ricardo, XVIII<sup>ème</sup>-XIX<sup>ème</sup> siècle) va développer un principe explicatif du marché mondial dont les prolongements parviendront jusqu'aujourd'hui : ce qui importe, ce n'est pas le niveau absolu des coûts mais le niveau relatif, ce qui explique la spécialisation mais aussi la nécessité d'ouvrir les frontières afin de bénéficier des productions aux meilleures conditions économiques (c'est-à-dire le moins cher avec la qualité la meilleure). Pour cela, il faut laisser librement agir les marchés entre nations et abolir toute entrave... la concurrence se charge d'éliminer les "canards boiteux". Cette considération est toujours aujourd'hui le principal argument mis en avant par les partisans du libre-échange et est à l'origine du vaste mouvement de libéralisation des échanges engagé aux lendemains de la seconde guerre mondiale d'abord par le GATT puis par l'OMC.

Si l'analyse de Ricardo conserve un certain pouvoir explicatif, elle ne résout pas la question de l'exclusion des pays n'ayant aucun avantage comparatif et qui donc se trouvent exclus : tout le monde n'aurait donc pas intérêt à l'ouverture. Néanmoins, elle met l'accent sur l'ambiguïté de la concurrence des pays à bas salaires. Il s'agit bien là d'un avantage absolu et non d'un avantage relatif dans la mesure où cela passe par la compression voire l'élimination des droits sociaux adoptés pourtant au niveau mondial.

**L'analyse néo-classique** (XX<sup>ème</sup> siècle) s'efforce de prolonger l'analyse précédente en faisant ressortir l'influence des disparités de dotations en facteurs de production (capital financier et technique, travail) comme cause des écarts de coûts relatifs (Ohlin). Pour elle, le commerce international est un facteur d'harmonisation internationale. La spécialisation ne tient pas compte de facteurs humains, la protection sociale par exemple, devient un coût "handicapant". Le théorème HOS (Heckscher, Ohlin, Samuelson) qui s'en déduit postule qu'avec l'ouverture des frontières, on tend « naturellement » à égaliser les taux de salaires et de profits et donc à atteindre des rémunérations de facteurs optimales. Comment alors expliquer les différences entre les pays ? Car, si chacun veut réaliser des excédents, il faut bien qu'il y ait des gagnants et des perdants. La spécialisation implique que les pays évolués abandonnent les productions nécessitant d'abondantes ressources en main d'œuvre non qualifiées en faveur des productions nécessitant de hautes qualifications. Il s'ensuit un accroissement « automatique » des écarts de salaires à l'intérieur des zones développées où le travail qualifié doit absorber l'essentiel de la masse salariale, tandis que les bas salaires demeurent compressés du fait du commerce extérieur. La pression sur les droits sociaux s'accroît, les modes de financement de la protection sociale sont poussés vers l'individualisation. Ces arguments sont avancés par certaines branches pour réclamer des mesures protectionnistes (exemple récent de la sidérurgie aux Etats-Unis). Un paradoxe, donc, puisqu'un argument de libre-échange sert à justifier un argument de protectionnisme !

Un constat cependant par rapport à cette théorie : c'est que la logique voudrait que le commerce s'épanouisse entre nations dissemblables et donc en quelque sorte complémentaire, or il n'en est rien. Les pays développés fabriquent, importent, exportent pratiquement les mêmes biens (l'industrie automobile est typique) et parfois au sein d'une même zone (UE)... conduisant à la disparition de la concurrence et à l'exacerbation de la rivalité entre nations. D'autres analyses viennent compléter ou contredire l'analyse précédente, montrant qu'une pensée dominante ne signifie pas la fin des débats. A l'heure de la mondialisation : libre-échange et/ou protectionnisme, en fait, les arguments théoriques ne permettent pas d'arriver à une position aussi tranchée qu'on le dit habituellement !

Les Etats-Unis, qui s'affirment comme les champions du libre-échange, proposent un plan d'élimination des droits de douanes d'ici 2015 tout en instaurant une taxe pour protéger leur production d'acier... Les pays les moins avancés qui soulignent à juste titre que le protectionnisme des pays riches limite leur capacité de croissance sans laquelle on ne peut durablement éradiquer la pauvreté... Tout ceci montre à l'évidence que le débat sur les « bienfaits automatiques » de l'ouverture commerciale n'est pas clos ! Tentons d'y voir plus clair : revue des argumentaires.

## A L'HEURE DE LA MONDIALISATION : LIBRE-ECHANGE OU PROTECTIONNISME ?

### 10 arguments en faveur du libre-échange

1. Le libre-échange accroît l'efficacité de la production :
2. Le libre-échange améliore le bien-être

*Il faudrait s'entendre sur les caractéristiques de « l'efficacité », notamment du facteur travail (coût du chômage) et vis-à-vis de l'amélioration de la qualité de vie (économique, sociale & environnementale) des populations, par exemple. Quelles conséquences de la multiplication des transports, par exemple.*

3. Le libre-échange assure la paix sociale (*harmonisation des rémunérations mais accroissement fort des inégalités*)
4. Le libre-échange bénéficie aux consommateurs (*mais le risque de déflation est réel*)
5. Le libre-échange corrige les inégalités internationales
6. Le libre-échange met tous les pays sur un pied d'égalité

*Le raisonnement en terme de pays écrase les disparités internes...*

7. Le libre-échange favorise l'industrialisation et la modernisation de l'appareil productif

*L'abolition au Royaume-Uni des Corn Laws (effective en 1846) protégeant l'agriculture britannique de la concurrence étrangère et privilégiant les intérêts des propriétaires fonciers, empêchant les industries naissantes de conquérir, via l'ouverture extérieure, de nouveaux débouchés et donc d'atteindre la taille critique nécessaire au développement ;*

8. Le libre-échange est au service de l'intérêt général (*ce qui précède montre que la protection sert plutôt des avantages particuliers*)
9. Partisan du libre-échange, parce qu'il est destructeur : « *il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire que je vote en faveur du libre échange* ». Karl MARX

10. Le libre-échange est la politique commerciale la moins risquée compte tenu du risque d'erreur dans les choix des industries à protéger et ne fait qu'augmenter le risque d'accentuer la guerre commerciale. Paul KRUGMAN. *Voir... !*

### 10 arguments « pour » le protectionnisme

1. Le protectionnisme au service de la richesse nationale : « *je suis de ceux qui veulent minimiser les imbrications économiques des Nations. Les idées, les savoirs, l'art, l'hospitalité, le tourisme : voilà des choses internationales par nature. En revanche, laissons les biens à leur place chaque fois que cela est raisonnable, commode et possible de les y laisser notamment confignons la finance au secteur national* » John Maynard KEYNES (1933).

*Nécessite un consensus national pour définir le « raisonnable » et une révision de certains traités, donc un consensus international...*

2. Le protectionnisme est une source de gains dans un pays de grande taille : car, en stimulant le développement des activités intérieures, il favorise la demande intérieure (*à condition que la pression extérieure existe*).

3. Le protectionnisme permet de développer les industries naissantes Friedrich LIST - 1841 : il laisse le temps d'acquérir la dimension critique pour produire à moindre coût et d'accumuler les savoirs (« l'expérience productive »). *Cet argument mérite d'être retenu car il y aura toujours des « industries » dans l'enfance et des écarts de développement.*

4. Le protectionnisme au secours des industries vieillissantes : pour se donner le temps de soit de moderniser, soit d'effectuer les reconversions (en particulier de la main d'œuvre), les redéploiements, etc.

5. Le protectionnisme peut servir à des activités en apparence de faible rendement mais dans une situation relativement meilleure que celle mondialement la plus courante (niche, effet qualité). *Ce paradoxe mis en valeur par Graham (1923) est sans doute l'argument le plus ravageur (et aussi le plus simple) contre le libre-échange et pourtant le moins connu ! (voir la montre suisse par exemple !)*

6. Le protectionnisme corrige l'imperfection du libre-échange qui conduit à privilégier les opportunités de court terme « dans les données du moment » et permet donc de privilégier les actions de développement à moyen-long terme (en rapport avec la protection des industries naissantes ou en déclin). *Ceci revient à dire que l'argument de l'avantage comparatif est largement construit.*

7. Le protectionnisme permet de corriger les imperfections que le commerce inflige aux systèmes sociaux. La concurrence n'étant ni pure ni parfaite, la sélection conduit inévitablement au creusement des inégalités (*d'où les propositions d'inclure des normes sociales dans les échanges, mais parfois perçues comme des freins par les pays les moins avancés*).

8. Le protectionnisme permet de développer les vertus de la politique commerciale stratégique : la recherche-développement et les processus dynamiques d'apprentissages qui en découlent s'accommodent mal de la sélection par la concurrence.

9. Le protectionnisme permet aux externalités (notamment liées à la R&D) de se diffuser sur les autres secteurs de l'industrie et dans les systèmes de formation.

10. Le protectionnisme permet de conduire des politiques plus soucieuses de répondre aux impératifs du développement durable (en particulier environnementaux) : le commerce international participe à l'élévation des taux de pollution, par exemple

*« Poussé trop loin, le libre-échange peut poser autant de problèmes qu'il n'en résout ...toutefois les politiques protectionnistes connaissent aussi leur limites » Henri BOURGUINAT*

Peut être convient-il de ne pas dégager une recette universelle, contrairement à ce que laissent croire le FMI, mais respecter les orientations de chacun, ce qui suppose s'adapter à des circonstances diverses et prises dans des processus de transformations dynamiques.

## LA « PENSEE UNIQUE » OU L'EFFICACITE DU MARTELLEMENT !

- Appels continus (OCDE, DG II, IMF, BCE) pour décentraliser (affaiblir) ou même individualiser (supprimer) les négociations collectives.
- Même la Cour de Justice Européenne qui substitue le principe de « salaire égal / travail égal » par salaire minimum pour travail égal !
- Plaidoyer pour défendre les « nécessaires » inégalités...

Formulée par l'économiste américain J. Williamson, des principes de redressement temporaires appliqués de façon systématique comme condition d'octroi d'aides internationales et regroupés sous le nom de Consensus de Washington. Il est considéré depuis comme le socle de la politique économique et financière néolibérale martelée sous le vocable : « There Is No Alternative » (TINA : il n'y a pas d'alternatives), initié par M. THATCHER et repris récemment par le gouvernement français.

### Consensus de Washington

Toute réforme destinée à corriger les crises monétaires (particulièrement pour les pays en développement) exige :

- une discipline budgétaire et une réforme fiscale ;
- la réduction des dépenses publiques ;
- la libéralisation des échanges et des marchés financiers ;
- l'essor du secteur privé (privatisation), la déréglementation...

### Théorie de la globalisation

La théorie de Ricardo est toujours évoquée, érigée en « loi universelle », en résumé :

- Le commerce mondial permet une division du travail au niveau international ;
- La division internationale du travail veut dire spécialisation et/ou une utilisation plus « productive » du facteur travail.

En théorie donc, tout le monde gagne et la globalisation constitue un potentiel pour l'enrichissement de tous.

Or, La théorie développée par Ricardo arrive au moment où la Grande Bretagne possède un avantage comparatif énorme : elle est à l'origine de la révolution industrielle et émet la livre-sterling. L'hypothèse sous-jacente est l'existence du « plein emploi » mondial entretenu par une demande mondiale qui augmente en parallèle avec l'augmentation de la productivité.

### Augmentation des inégalités

La flexibilisation des emplois accentue la précarité et augmente la proportion de bas revenus ;

Les « mauvais » emplois chassent les « bons » ;

Seuls les « inclus » profitent des « rentes » :

- les dirigeants au travers des dispositifs de bonus, stock-options, parachutes et retraites dorés ;

- les actionnaires qui fixent des objectifs de taux de rentabilité et de distribution de dividendes excessifs (parfois accompagnés de rachats de leurs propres actions pour faire monter les cours...)
- les « sociétés d'investissement » dont l'objectif unique de rentabilité est détaché de l'objet même de l'entreprise !

### Un modèle économique mondial porteur de germes de crise

- Préférence marquée pour l'endettement des ménages plutôt qu'une distribution plus juste des fruits du progrès économique ;
- Réduction drastique des contributions fiscales mais affaiblissement des services publics qui aggrave la situation des populations les plus faibles ;

L'endettement global est devenu excessif (ménages, banques, entreprises) accentuant les risques de faillite

### L'excédent commercial comme élément déterminant

- La croissance est tirée par les exportations (c'est-à-dire : « les autres ») au lieu de la demande intérieure (car les salaires et l'emploi sont compressés sans cesse pour préserver la compétitivité). La compétition remplace la concurrence avec élimination des plus faibles et aggrave davantage la situation interne aux pays.
- Les pays sous l'influence de la pensée unique pratiquent tous la même politique. La faiblesse de la demande intérieure se généralise donc rapidement entraînant aussi la chute des exportations, les « autres » ne pouvant faire face. Les pays sont donc touchés deux fois.
- Les crises deviennent ainsi très vite mondiales et le besoin de crédits explosif. Les « paradis fiscaux » alimentés par les fonds « évadés » deviennent paradoxalement pourvoyeurs...

### « MONDIALISATION » & EMPLOI


- Comment, dans ces conditions créer le « plein emploi » de la population active ?
- La croissance est-elle l'unique solution ?

**RENDEZ-VOUS le 13 février 2015**  
**19H**


**Croissance et emploi :**

- La croissance est-elle la condition indispensable et préalable au maintien et à la création d'emploi ?
- L'expression « marché du travail » est-elle justifiée ?
- Doit-on obligatoirement déréguler le marché du travail pour sortir de la crise ?

En sortant je sais ce que veut dire et ce qu'implique la compétitivité d'un pays et pourrais discuter sur les limites de la concurrence devenue compétition



**DUN SUR GRANDRY**



www.cooperativedessavoirs.org

**CONTINUONS A ECHANGER ! Contact : bpoixcoop@orange.fr**